



Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite en ont assez de l'Iran (3/4)

Par [Elijah J. Magnier](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 10 novembre 2019

[ejmagnier.com](#) 9 novembre 2019

Des manifestants au Liban sont descendus dans les rues – pour la première fois depuis l'indépendance du Liban en 1945 – pour protester contre la corruption de tous les dirigeants politiques actuellement au pouvoir. Cependant, ils n'étaient pas seuls : un grand nombre des plus de 1,5 million de réfugiés syriens et de sept cent mille réfugiés palestiniens dans le pays étaient également présents. Nombre d'entre eux étaient dans les rues pour soutenir le soulèvement libanais. Ils ont tous réclamé des réformes et exprimé leur colère face à la corruption des politiciens libanais, aux services publics médiocres et à la mauvaise gestion des ressources économiques.

La démission du Premier ministre Saad Hariri va retarder, peut-être indéfiniment, la mise en œuvre des treize points de réforme proposés par le Premier ministre par intérim. Cela peut conduire à son tour à une autre révolte si un vide s'impose au pays. Pourtant, comment un Liban stable peut-il encore être important pour ces mêmes pays qui sont prêts à s'en prendre au Hezbollah pour l'affaiblir de l'intérieur ?

Dans le sud du Liban, de nombreux manifestants ont accusé l'allié chiite du Hezbollah, le chef du mouvement *Amal* et président de longue date de la Chambre, Nabih Berri, ainsi que les membres de sa famille, d'amasser des centaines de millions de dollars à la suite d'accords illégaux et d'imposer un partenariat forcé dans des projets au sud du Liban. Un petit nombre de manifestants ont reproché au Hezbollah d'avoir fermé les yeux sur son allié d'*Amal*.

Selon des sources bien informées, le Hezbollah a ses soupçons : *"Il ne fait aucun doute que la corruption et les griefs frappent l'ensemble de la société libanaise, y compris sa jeunesse. Mais après avoir fait des demandes impossibles à satisfaire, des insultes ont été dirigées contre la plupart des dirigeants politiques et le chaos était l'objectif des manifestants ces jours-ci."*

"Lorsque les gens descendent dans la rue pour une cause très juste et une série de revendications, il existe des 'observateurs' qui analysent la longévité et l'efficacité des manifestations afin d'intervenir au moment opportun. Ainsi, le Hezbollah examine attentivement les motivations de ceux qui financent et profitent du chaos général dans le pays", a déclaré la source.

Même le gouverneur de la banque centrale, Riad Salame, dans une interview au *New York*

Times, a accusé indirectement le Hezbollah d'avoir prévu de le renvoyer parce qu'il "se soumettait aux sanctions américaines". Ainsi, un gouverneur national de banque centrale exprime ouvertement sa loyauté envers un pays étranger - les États-Unis - qui imposent des sanctions sévères à ses compatriotes qui offrent des dons au Hezbollah, un groupe composé de membres du Parlement et de ministres du gouvernement. Seulement au Liban !



Il y a peu de doute sur la corruption dans le système libanais : c'est un pays où chaque dirigeant est devenu un riche entrepreneur au cours de sa carrière politique, et certainement à la fin de celle-ci. Certains employés de la fonction publique ont reçu l'autorisation de déposer des centaines de milliers de dollars par jour dans leurs comptes bancaires. Cadeaux de valeur et dessous de table - ou même dessus !, font partie de la culture locale et de l'échange de services dans le pays et fonctionnent à différents échelons.

Le chef du Hezbollah, Sayyed Nasrallah, a décidé il y a un an de lutter contre la corruption domestique. Sa bataille n'a pas abouti car il a besoin de l'appui des décideurs législatifs et exécutifs. Ces acteurs, naturellement, ne sont pas disposés à l'aider - même ses plus proches alliés - car ils ont tous des squelettes dans leurs placards.

Le Hezbollah se trouve disposer d'une force militaire importante mais qui ne convient certainement pas pour imposer les changements internes nécessaires au système politique corrompu de ce pays. Le Hezbollah est confronté aux sanctions relativement inefficaces mais continues des États-Unis à l'encontre de ses dirigeants. Mais les sanctions contre les membres riches de la société chiite - et ses alliés - ont un effet. Ces attaques financières imposent une obligation morale au chef du Hezbollah, Sayyed Nasrallah, qui a prévenu qu'il ne resterait pas inactif pendant très longtemps.

En tant que groupe, le Hezbollah ne souffre pas directement des sanctions américaines. Il reçoit chaque mois son soutien financier de l'Iran, en espèces ou via le pétrole iranien et d'autres produits vendus sur le marché. Elle a sa propre banque, al-Qard al-Hasan, et n'a aucune activité en dehors du Liban. Ses dizaines de milliers de militants reçoivent leur salaire - bien que les salaires puissent parfois être retardés, ils sont intégralement payés lorsque l'argent est disponible - et bénéficient d'excellents soins de santé gratuits et d'un système de retraite privé en franchise d'impôt. C'est ce qui rend le groupe si attrayant pour les jeunes et en particulier pour les diplômés universitaires chiites qui se ruent pour offrir leurs services et faire partie du groupe. Sayyed Nasrallah élabore la politique du groupe. Il est observé par les Israéliens plus que par les Libanais et les politiciens extérieurs à la

communauté chiite. Les sympathisants du Hezbollah sont en réalité plus radicaux que les militants du Hezbollah pour réfuter toute critique du groupe ou de son chef. Ceux-là représentent la colonne vertébrale du Hezbollah et le groupe leur doit sa continuité.

Le Hezbollah n'est pas en mesure d'imposer à ses alliés de rendre des comptes. Son intention première est de les soutenir et de les défendre. C'est nécessaire pour éviter les affrontements inter-chiites, car le danger d'un pays en proie au chaos s'étend actuellement pour contaminer tous les alliés du Hezbollah.

E;ijah J. Magnier

Première partie :



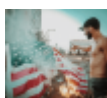
[Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite en ont assez de l'Iran \(1/4\)](#)

Deuxième partie :



[Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite en ont assez de l'Iran \(2/4\)](#)

Quatrième partie :



[Manifestants au Liban et en Irak: les États-Unis, Israël et l'Arabie saoudite en ont assez de l'Iran \(4/4\)](#)

La source originale de cet article est ejmagnier.com

Copyright © Elijah J. Magnier, ejmagnier.com, 2019

Articles Par : **[Elijah J. Magnier](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca